



KPMG S.A.  
Quai de Leith  
124 rue du Magasin Général  
CS 20028  
59941 Dunkerque Cedex 02

# ASSOCIATION ENTREPRENDRE ENSEMBLE

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Christine DECODTS  
La Présidente  


Exercice clos le 31 décembre 2024  
**ASSOCIATION ENTREPRENDRE ENSEMBLE**  
66 rue des Chantiers de France - 59140 DUNKERQUE

**ENTREPRENDRE ENSEMBLE**  
66, rue des Chantiers de France  
59140 Dunkerque  
Tél : 03 28 22 64 00

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQUO  
2 avenue Gambetta  
CS 60056  
92096 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.  
Quai de Leith  
124 rue du Magasin Général  
CS 20028  
59941 Dunkerque Cedex 02

## **ASSOCIATION ENTREPRENDRE ENSEMBLE**

66 rue des Chantiers de France - 59140 DUNKERQUE

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association ENTREPRENDRE ENSEMBLE,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ENTREPRENDRE ENSEMBLE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Dunkerque, le 30 juin 2025

KPMG S.A.

Benjamin Fayeulle

*Commissaire aux comptes*

**BILAN ACTIF**

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	229 144	227 843	1 301	1 662
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	57 203	57 264		(46)
Installations techniques, matériel et outillage industriels	250 461	159 394	91 067	134 995
Immobilisations corporelles en cours				
Autres	1 719 831	1 575 287	144 544	186 816
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	4		4	4
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	33 160		33 160	33 160
<b>TOTAL I</b>	<b>2 289 803</b>	<b>2 019 727</b>	<b>270 076</b>	<b>356 591</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	382		382	
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	8 649 987	596 517	8 053 469	8 285 701
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 247 540		2 247 540	2 552 655
Charges constatées d'avance	21 821		21 821	41 784
<b>TOTAL II</b>	<b>10 919 730</b>	<b>596 517</b>	<b>10 323 212</b>	<b>10 880 141</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV) Écarts de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>13 209 533</b>	<b>2 616 244</b>	<b>10 593 288</b>	<b>11 236 732</b>

Entreprendre ensemble

Période du  
Edition du  
Devise d'édition

01/01/2024  
24/06/2025  
€

au 31/12/2024

## BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	172 070	172 070
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	23 402	23 402
Réserves pour projet de l'entité	986 134	986 134
Autres		
Report à nouveau	504 155	459 115
Excédent ou déficit de l'exercice	81 378	45 040
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>1 767 139</b>	<b>1 685 761</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	65 516	63 687
Provisions réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>1 832 655</b>	<b>1 749 448</b>
AUTRES FONDS PROPRES		
<b>TOTAL I bis</b>		
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	1 120 577	1 423 091
<b>TOTAL II</b>	<b>1 120 577</b>	<b>1 423 091</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	75 953	75 953
<b>TOTAL III</b>	<b>75 953</b>	<b>75 953</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres		
Emprunts et dettes auprès des établissements	195 658	242 546
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	324 326	529 691
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 270 959	1 056 307
Dettes sur immobilisations et comptes		
Autres dettes	3 861 925	4 264 823
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	1 911 235	1 894 873
<b>TOTAL IV</b>	<b>7 564 103</b>	<b>7 988 240</b>
Ecarts de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)</b>	<b>10 593 288</b>	<b>11 236 732</b>

**COMPTE DE RESULTAT EN LISTE**

	Exercice N	Exercice N-1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	9 847 839	9 536 171
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	10 134	8 894
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	454 492	998 670
Utilisations des fonds dédiés	1 288 928	1 305 385
Autres produits		
<b>TOTAL I</b>	<b>11 601 393</b>	<b>11 849 120</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	1 988 818	1 950 859
Aides financières	14 000	
Impôts, taxes et versements assimilés	652 795	642 010
Salaires et traitements	5 288 740	5 070 133
Charges sociales	2 064 118	1 976 161
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	428 350	410 703
Dotations aux provisions		75 000
Reports en fonds dédiés	986 415	1 235 525
Autres charges	288	(153)
<b>TOTAL II</b>	<b>11 423 524</b>	<b>11 360 238</b>
<b>1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>177 869</b>	<b>488 883</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation	44 658	6 078
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		337
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>44 658</b>	<b>6 414</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	2 265	2 517
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>2 265</b>	<b>2 517</b>
<b>2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>42 392</b>	<b>3 897</b>

## COMPTES DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
<b>3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ( I - II + III - IV)</b>	<b>220 261</b>	
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	154 828	70 858
Sur opérations en capital	8 171	11 445
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>162 999</b>	<b>82 304</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	291 882	251 385
Sur opérations en capital		278 658
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>TOTAL VI</b>	<b>291 882</b>	<b>530 043</b>
<b>4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL ( V - VI)</b>	<b>(12 883)</b>	<b>(447 739)</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	10 000	
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>11 809 049</b>	<b>11 937 838</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>11 727 671</b>	<b>11 892 798</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>81 378</b>	<b>45 040</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature	90 002	116 203
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>90 002</b>	<b>116 203</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	(90 002)	(116 203)
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>(90 002)</b>	<b>(116 203)</b>





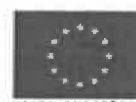
**Association**

**ENTREPRENDRE ENSEMBLE**

**Annexe aux comptes annuels  
de l'exercice clos le  
31.12.2024  
Montants exprimés en Euros**

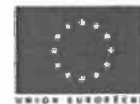


66 Rue des Chantiers de France  
59240 Dunkerque  
**03 28 22 64 00**  
[www.eedk.fr](http://www.eedk.fr)



## Table des matières

1	Objet social	1
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	1
3	Description des moyens mis en œuvre	1
4	Faits caractéristiques d'importance significative de l'exercice et postérieurs à la clôture	2
4.1	Fait caractéristiques de l'exercice	2
4.2	Faits postérieurs à la clôture	2
5	Principes et méthodes comptables	3
5.1	Principes généraux	3
6	Informations relatives au bilan	4
6.1	Actif	4
6.1.1	Tableau des immobilisations	4
6.1.2	Tableau des amortissements	4
6.1.3	Immobilisations incorporelles	4
6.1.4	Immobilisations corporelles	4
6.1.5	Immobilisations financières	5
6.1.6	Créances	6
6.1.7	Dépréciation des créances	6
6.1.8	Produits à recevoir	7
6.1.9	Charges constatées d'avances	8
6.2	Passif	9
6.2.1	Fonds propres	9
6.2.2	Les subventions d'investissement	10
6.2.3	Les fonds dédiés	11
6.2.4	Tableau des provisions pour risques et charges	12
6.2.5	Engagements pris en matière de retraite	12
6.2.6	Etat des dettes	14
6.2.7	Charges à payer	15
6.2.8	Produits constatés d'avance	16
7	Informations relatives au compte de résultat	17
7.1	Les subventions	17
7.2	Les aides financières	18
7.3	Ventilation de l'effectif moyen	19



7.4	Produits exceptionnels	19
7.5	Charges exceptionnelles	19
7.6	Transfert de charges	19
8	Autres informations	20
8.1	Informations relatives à la rémunération des dirigeants	20
8.2	Engagements pris en matière de crédit-bail	20
8.3	Les mises à disposition gratuites de biens	21



## 1 **Objet social**

L'association Entreprendre Ensemble a pour objet, sur le bassin de la région Dunkerquoise, de favoriser le retour à l'emploi, la formation, tout au long de la vie, l'insertion sociale et professionnelle, le maintien, le développement de l'activité et de l'emploi ainsi que l'aide à la création et à la reprise d'entreprise, et ce, notamment dans le champ de l'économie sociale et solidaire ou encore de l'intégration à l'emploi des personnes souffrant de handicaps ou des personnes âgées dépendantes.

## 2 **Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées**

Entreprendre Ensemble, association initiée par les collectivités locales, garantit un accompagnement global et innovant vers l'emploi. Elle assure un accueil de proximité et une interface entre les employeurs et les publics.

Elle intervient prioritairement auprès des personnes fragilisées dans leur trajectoire professionnelle, en complémentarité avec le droit commun. Elle agit dans une posture éthique et solidaire, permettant de rendre les publics acteurs de leurs parcours en développant leur employabilité. Chaque année, l'association accompagne 9000 personnes.

Entreprendre Ensemble contribue au projet de développement socio-économique de son territoire d'intervention en apportant son appui et son expertise. Elle fournit des éléments de stratégie et d'aide à la décision aux élus locaux et aux partenaires. Elle contribue à la co-production du diagnostic partagé, à la mise en œuvre et la diffusion des travaux en matière d'anticipation des mutations économiques.

Entreprendre Ensemble impulse des interactions entre les acteurs socio-économiques dans une logique de co-construction.

Elle collecte et redistribue des fonds sur les territoires, pour la mise en œuvre d'actions en faveur de l'emploi.

## 3 **Description des moyens mis en œuvre**

Pour réaliser son projet, l'association s'appuie sur un budget de 8 millions d'euros dont une partie est redistribuée et une équipe de 180 salariés, qui au quotidien accueillent, accompagnent, forment, développent des projets au service des personnes accompagnées.



## **4 Faits caractéristiques d'importance significative de l'exercice et postérieurs à la clôture**

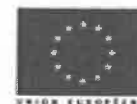
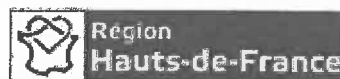
### **4.1 Fait caractéristiques de l'exercice**

À la suite des différents déménagements constatés sur l'exercice précédent, l'association poursuit l'optimisation de l'organisation de ses différents services :

- Déménagement des services du CEJ de la ruche de St Pol sur Mer vers le siège afin de regrouper les services opérationnels
- Déménagement des services des fonctions supports du siège vers le 2 de la rue Burnod
- Déménagement du job labo industrie au PLUS de Cappelle la Grande
- Déménagement de l'Escape Game au sein du siège

### **4.2 Faits postérieurs à la clôture**

Le directeur général, Arnaud Declunder, a quitté ses fonctions en février 2025.



## 5 Principes et méthodes comptables

### 5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.



## 6 Informations relatives au bilan

### 6.1 Actif

#### 6.1.1 Tableau des immobilisations

Voir tableau joint

#### 6.1.2 Tableau des amortissements

Voir tableau joint

#### 6.1.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

##### 6.1.3.1 Méthode d'amortissement

Frais d'établissement		
Frais de recherche et de développement		
Droit au bail		
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 an

#### 6.1.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.



#### 6.1.4.1 Evaluation

Les frais d'acquisition sont comptabilisés en charges.

#### 6.1.4.2 Principaux mouvements

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice sont notamment représentés par :

Nature de l'immobilisation	Montants	
	Investissements directes	Crédit-Bail
Logiciels	6 785,98	
Installations techniques		
Matériel et outillage		
Installations et agencements	4 998,75	
Matériel de transport		
Electromenager	178,99	
Matériel de bureau	31 402,72	
Construction		
Mobilier	5 579,87	
Immobilisations financières		

#### 6.1.4.3 Méthode d'amortissement

Agencements et aménagements	Linéaire	10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

#### 6.1.5 Immobilisations financières

Créances(a)	Montant brut	Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Titres de participation	3,81		3,81
Prêts CLAP			
Dépôts et cautionnement	33 160,22		33 160,22
TOTAL	33 164,03	-	33 164,03





### 6.1.6 Créances

Créances(a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créance de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres			
Créances de l'actif circulant	382	382	
Créances clients et comptes rattachés			
Autres	8 649 987	8 649 987	
Charges constatées d'avance	21 821	21 821	
<b>TOTAL</b>	<b>8 672 190</b>	<b>8 672 190</b>	<b>-</b>

### 6.1.7 Dépréciation des créances

#### **496000 PROVISION POUR DEPRECIATION DES COMPTES FINANCIERS**

Provisions FSE IEJ INTERREG	596 517,32
<b>Total</b>	<b>596 517,32</b>

Les créances n'ayant fait l'objet d'instruction font l'objet d'une provision de 7 à 35% sur la base du bilan réalisé.



## 6.1.8 Produits à recevoir

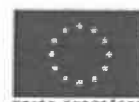
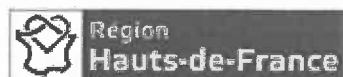
### CREANCES A RECEVOIR

Christophe Sadys	35 534,06
E Wampouille	142,00
T Ardoin	90,00
<b>Total</b>	<b>35 766,06</b>

Les créances à recevoir ont été dépréciées à 100 %

### PRODUITS A RECEVOIR

TERRI MOUV	35 975,20
CDC DKLIC	375 000,00
AREFI	18 611,74
SOLDE DIVERS	38 872,08
<b>TOTAL</b>	<b>468 459,02</b>



### 6.1.9 Charges constatées d'avances

ACHATS	740,56
ASSURANCE	1 180,32
CHARGES LOCATIVES	144,06
COMMUNICATION	3,37
CREDIT BAIL	442,73
DOCUMENTATION GENERALE	1 091,97
SOUS TRAITANCE	2 938,85
LOCATIONS	13 973,85
INTERETS DES EMPRUNTS ET DETTES ASS	49,66
TELECOMMUNICATIONS	1 255,84
<b>TOTAL</b>	<b>21 821,21</b>



## 6.2 Passif

### 6.2.1 Fonds propres

#### 6.2.1.1 Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice			Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
	Montant global avant règlement ANC 2018-06	Impact du règlement ANC 2018-06	Montant global avec règlement ANC 2018-06	Montant	Montant	Montant	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	172 069,64		172 069,64				172 069,64
Fonds propres avec droit de reprise			-				-
Ecart de réévaluation			-				-
Réserves	1 009 536,59		1 009 536,59				1 009 536,59
Report à nouveau	459 114,62		459 114,62	45 040,08			504 154,70
Excédent ou déficit de l'exercice	45 040,08		45 040,08	- 45 040,08	81 378,00		81 378,00
<b>Situation nette</b>	<b>1 685 760,93</b>	-	<b>1 685 760,93</b>	-	<b>81 378,00</b>	-	<b>1 767 138,93</b>
Fonds propres consommables			-				-
Subventions d'investissement	63 686,82		63 686,82		10 000,00	8 170,52	65 516,30
Provisions réglementées			-				-
<b>TOTAL</b>	<b>1 749 447,75</b>	-	<b>1 749 447,75</b>	-	<b>91 378,00</b>	<b>8 170,52</b>	<b>1 832 655,23</b>



## 6.2.2 Les subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

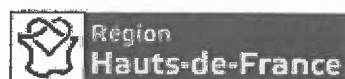
Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1<sup>er</sup> exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

### 6.2.2.1 Tableau des subventions d'investissement

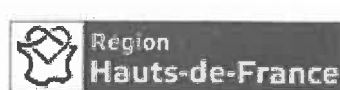
	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	148 199,64	10 000,00		158 199,64
Quotes-parts virées au résultat	- 84 512,82		8 170,52	- 92 683,34
<b>SOLDE net en Fonds propres</b>	<b>63 686,82</b>	<b>10 000,00</b>	<b>8 170,52</b>	<b>65 516,30</b>

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement		Augmentation	Diminution	Montant global
<b>Montant nominal :</b>				
Affectées à des biens non renouvelables	148 199,64	10 000,00		158 199,64
Affectées à des biens renouvelables				-
<b>TOTAL</b>	<b>148 199,64</b>	<b>10 000,00</b>	<b>-</b>	<b>158 199,64</b>
<b>Quotes-parts virées au résultat :</b>				
Affectées à des biens non renouvelables	- 84 512,82		8 170,52	- 92 683,34
Affectées à des biens renouvelables				-
<b>TOTAL</b>	<b>- 84 512,82</b>	<b>-</b>	<b>8 170,52</b>	<b>- 92 683,34</b>
<b>Solde net en fonds propres :</b>				
Affectées à des biens non renouvelables	63 686,82	10 000,00	8 170,52	65 516,30
Affectées à des biens renouvelables	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>63 686,82</b>	<b>10 000,00</b>	<b>8 170,52</b>	<b>65 516,30</b>



### 6.2.3 Les fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	1 423 090,51	986 414,58	1 288 928,30	-	-	1 120 576,79	-
FONDS FORMATION CJD 2020	23 666,72		23 666,72			-	
FONDS FORMATION CJD 2021	44 919,42		6 877,22			38 042,20	
FONDS FORMATION CJD 2022	63 534,36		63 534,36			-	
UN PERMIS UN EMPLOI 2021	55 445,01					55 445,01	
UN PERMIS UN EMPLOI 2023	80 000,00		39 325,00			40 675,00	
CEI 2023	1 155 525,00		1 155 525,00			-	
CEI 2024		776 414,58				776 414,58	
FONDS FORMATION CJD 2022		50 000,00				50 000,00	
FONDS FORMATION CJD 2023		80 000,00				80 000,00	
FONDS FORMATION CJD 2024		80 000,00				80 000,00	
Contributions financières d'autres organismes	-	-	-	-	-	-	-
Projet ou catégorie de projet a						-	
Projet ou catégorie de projet b						-	
...						-	
Ressources liées à la générosité du public	-	-	-	-	-	-	-
Projet ou catégorie de projet 1						-	
Projet ou catégorie de projet 2						-	
...						-	
<b>TOTAL</b>	<b>1 423 090,51</b>	<b>986 414,58</b>	<b>1 288 928,30</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 120 576,79</b>	<b>-</b>



#### 6.2.4 Tableau des provisions pour risques et charges

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	75 953,19	-	-	75 953,19
Provisions pour charges				
Provisions pour reversement d'une subvention suite à la non-atteinte des objectifs fixés dans la condition résolutoire				
<b>TOTAL</b>	<b>75 953,19</b>			<b>75 953,19</b>

Notre association a évalué les risques en matière sociale au 31 décembre 2023. Au regard de l'analyse effectuée, une provision a été constituée à hauteur de 50 000 €, correspondant aux risques de sorties de ressources estimés.

Un fournisseur de notre association a fait part de réclamations financières significatives, pouvant entraîner des sorties de ressources pour notre structure. Toutefois, notre association conteste le bien-fondé des réclamations formulées et à ce titre, aucune provision n'a été comptabilisée. Toutefois, par principe de prudence, une provision à hauteur de 25 000 € a été constituée, permettant de faire face aux éventuels frais de procédure.

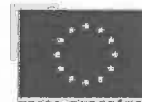
#### 6.2.5 Engagements pris en matière de retraite

Le montant des droits acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite s'élève à 529 894,71 € à la clôture de l'exercice.

Pour rappel, le montant de l'engagement IDR de 2023 était de 669 078,90 €.

Indemnités de retraite non provisionnée	529 894,71
---	------------

L'engagement de retraite est calculé selon la méthode des unités de crédits projetés :



- Taux d'actualisation : 3.50%
- Taux d'évolution des salaires : 1.5%
- Age légal de départ à la retraite 64 ans

L'engagement comprend les charges sociales et fiscales calculées au taux de 47%

La situation financière du Fonds collectif d'indemnités de Fin de Carrière détenu chez AXA au 31.12.2024 est de 158 693.96€.



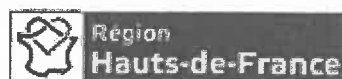


Région  
Hauts-de-France



## 6.2.6 Etat des dettes

Dettes(b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine	150	150		
- à plus de 2 ans à l'origine	195 508	47 450	148 058	
Emprunts et dettes financières divers (2)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	324 326	324 326		
Dettes fiscales et sociales	1 270 959	1 270 959		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-		
Autres dettes	3 861 925	3 861 925	-	
Produits constatés d'avance	1 911 235	1 911 235	-	
<b>TOTAL</b>	<b>7 564 103</b>	<b>7 416 045</b>	<b>148 058</b>	<b>-</b>
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice		46 888		



## 6.2.7 Charges à payer

### Fournisseurs factures non parvenues

ACHATS	667,64
CADEAUX	100,00
CHARGES LOCATIVES	61 000,00
COMMUNICATION	3 327,60
ENERGIE	13 299,27
ENTRETIEN ET REPARATION	1 062,57
HONORAIRES	8 400,00
LOCATIONS	3 634,27
MAINTENANCE	1 440,00
MEDECINE DU TRAVAIL	108,00
PERSONNEL EXTERIEUR	22 695,85
FRAIS POSTAUX	662,00
SOUS TRAITANCE	4 219,60
TAXES	34 510,00
TELECOMMUNICATIONS	74,60
DEPLACEMENT/MISISON	755,75
<b>TOTAL</b>	<b>155 957,15</b>

<b><u>428 PROVISION POUR CHARGES DE PERSONNEL</u></b>	<b>552 560,51</b>
PROVISION POUR CONGES A PAYER	514 239,88
PROVISION POUR HEURES SUPPLEMENTAIRES	38 320,63

<b><u>438200 CHARGES SOCIALES SUR CONGES A PAYER</u></b>	<b>185 074,55</b>
CHARGES SOCIALES SUR CONGES A PAYER	168 151,63
CHARGES SOCIALES SUR HEURES SUPPLEMENTAIRES	16 922,92

<b><u>448200 CHARGES FISCALES SUR CONGES A PAYER</u></b>	<b>58 943,80</b>
CHARGES FISCALES SUR CONGES A PAYER	58 943,80



### **CHARGES A PAYER EE**

ACHATS	3 220,12
CHARGES LOCATIVES	35 000,00
CHARGES SOCIALES	54 273,62
HONORAIRES	158 288,53
LOCATIONS	26 189,05
PERSONNEL EXTERIEUR	50 500,00
SOUS TRAITANCE	4 351,00
TELECOMMUNICATION	89,64
<b>TOTAL</b>	<b>331 911,96</b>

### **6.2.8 Produits constatés d'avance**

PCA 20 000 EMPLOIS CUD	179 181,18
PCA OPEN REGION 2025	544 349,42
PCA IEJ E2C REGION 2025	284 636,07
PCA FSE DKLIC POUR EMPLOI 2025	19 116,10
PCA ACCOMPAGNEMENT 2024 2025	5 265,00
PCA FACILITATEUR CLAUSES 01/12/2024 AU 30/11/2025	54 033,83
PCA FTJ 20 EMPLOI 2025	249 904,00
PCA FTJ 20 EMPLOI 2026	168 184,00
PCA EXPERIMENTATION RSA 2025	93 334,73
SUBVENTIONS CONSEIL GENERAL E2C 2025	11 250,00
PCA INTERREG SKILLS 4.0 2024 2024	301 981,08
<b>TOTAL</b>	<b>1 911 235,41</b>



## 7 Informations relatives au compte de résultat

### 7.1 Les subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ». La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Conseil Régional	Conseil Général du Nord	ASP	Autres	TOTAL
Concours publics							77 758,64	77 758,64
Subvention d'exploitation	2 067 483,52	4 463 520,64	1 912 297,72	744 212,25	29 465,27	37 346,32	515 754,68	9 770 080,40
Subvention d'investissement							-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 067 483,52</b>	<b>4 463 520,64</b>	<b>1 912 297,72</b>	<b>744 212,25</b>	<b>29 465,27</b>	<b>37 346,32</b>	<b>593 513,32</b>	<b>9 847 839,04</b>